

Service vétérinaire Santé et protection animale,
Environnement
1 Boulevard John Fitzgerald Kennedy
66100 Perpignan

Perpignan, le 19/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LA CATALANE D'ABATTAGE (SCIC SA)

300 rue Latecoère , ZA Torremila
66000 Perpignan

Références : DDPP66 2024 00101
Code AIOT : 0056600034

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/12/2023 dans l'établissement LA CATALANE D'ABATTAGE (SCIC SA) implanté 300 rue Latecoère , ZA Torremila 66000 Perpignan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA CATALANE D'ABATTAGE (SCIC SA)
- 300 rue Latecoère , ZA Torremila 66000 Perpignan
- Code AIOT : 0056600034
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est un abattoir multi-espèces autorisé par arrêté préfectoral du 13 février 2014 pour une production de 4,5 tonnes par an.

Thèmes de l'inspection :

- Suivi station de traitement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 4.4.1	Demande d'action corrective	15 jours
7	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 28	Demande d'action corrective	15 jours
8	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 33	Demande d'action corrective	15 jours

articles s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 1.2.1	Sans objet
2	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 2.4	Sans objet
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 5.1.3	Sans objet
4	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 4.3.1	Sans objet
5	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 4.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement a mis en conformité les équipements et le fonctionnement de sa station de pré-traitement des effluents.

Le programme d'autosurveillance des effluents est à mettre en oeuvre immédiatement .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative, nature des installations classées
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 1.2.1 listent les rubriques et les volumes autorisés de l'établissement comme suit : - Rubrique 2210-1 : Abattage d'animaux Capacité autorisée : 20,5 t/j soit 4500t/an A - Rubrique 2355 : Dépôts de peaux y compris les dépôts de peaux salées en annexe des abattoirs Volume : 45 t D
Constats : L'exploitant a déposé en avril 2022, un porter à connaissance sur les modifications projetées au sein de l'établissement : un réaménagement des locaux accompagné d'une augmentation de surface d'exploitation entraînant une hausse du tonnage de production à 7000 t/an . L'étude du dossier a conduit à une modification non substantielle mais devant être encadrer par un arrêté préfectoral complémentaire . Au préalable de la prise de l'acte administratif, des travaux de remise en conformité de station de pré-traitement des effluents et du suivi des autocontrôles ont été sollicités . La mise en conformité de la station de pré-traitement a été effectuée . Dans son fonctionnement, l'exploitant doit mettre en oeuvre l'autosurveillance de ses effluents . L'arrêté complémentaire sera établi avant début des travaux, soit au printemps 2024 .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté-esthétique
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement...).
Constats : Les installations contrôlées étaient propres et en bon état d'entretien . Les abords de l'abattoir, de ses annexes et de la station de pré-traitement sont correctement aménagés et maintenus en bon état de propreté (absence de friches, de revêtements dégradés) .

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. L'exploitant met en place les bonnes pratiques d'hygiène et de nettoyage concourant au bon fonctionnement de la structure.
Constats : Le jour du contrôle, il n'a pas été perçu de sources d'odeurs anormales provenant de l'installation .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Sous-produits
Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles et économiquement acceptables. Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne l'élimination des MRS et des sous-produits animaux. Les sous-produits animaux de l'installation sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) pour les populations environnantes, humaines et animales, et l'environnement. Ils sont éliminés ou valorisés conformément à la réglementation en vigueur.
Constats : Une partie des sous-produits générés par l'exploitation, le sang C3 et les graisses de flottation sont valorisés dans l'établissement de méthanisation situé en face de l'abattoir . Le volume pour l'année 2023 représente 5327 tonnes .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 4.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des ouvrages : conception station de pré-traitement
Prescription contrôlée : L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage, un tamisage, et un dégraissage par flottation à eau. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduelles qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

<p>Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence.</p> <p>Les installations de prétraitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées.</p> <p>Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.</p> <p>Le fonctionnement et l'entretien de la station de prétraitement sont assurés par du personnel qualifié .</p>
<p>Constats :</p> <p>Les équipements de la station pré-traitement étaient dysfonctionnels . Un audit établi par l'entreprise Serinol liste les équipements à remplacer et/ou les améliorations à mettre en oeuvre . Cet audit préconise notamment :</p> <p>au niveau du dégrilleur, le remplacement des portes racleurs avec trous houblons afin de permettre le réglage des peignes inox . La non-conformité liée au colmatage de la grille et le débordement de l'effluent serait prise en compte .au niveau du tamis rotatif, l'absence et/ou le dysfonctionnement du cumulus fournisseur d'eau chaude ainsi que le manque de pression engendrent un encrassement excessif et une surverse de l'effluent .au niveau du flotateur à air dissous, remplacement du kit de pressuration et des vannes de purges . Une veille est à apporter sur l'accumulation des éléments sédimentés .</p> <p>L'inspection a permis de constater que les équipements et le fonctionnement de la station de pré-traitement ont été revus .</p> <p>Les équipements dysfonctionnels ont été remplacés, et ceux manquants ont été intégrés .</p> <p>Le responsable de la station de pré-traitement a été formé sur le fonctionnement et l'entretien de l'outil .</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 4.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions de l'installation. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. L'arrêté ministériel du 30 avril 2004 modifié relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2210 « abattage d'animaux » fixe la nature et la fréquence des mesures définissant le programme de surveillance . En fonction des caractéristiques de l'installation ou de la sensibilité de l'environnement, d'autres polluants peuvent être visés ou des seuils inférieurs peuvent être définis.</p> <p>Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci.</p> <p>Les résultats de l'ensemble des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées annuellement . Ils sont accompagnés de commentaires écrits sur les causes de dépassement éventuellement constatés, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> <p>L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et réaliser des mesures de niveaux sonores.</p> <p>Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.</p> <p>L'installation étant raccordée a une station d'épuration collective d'eaux résiduares industrielles, une mesure au moins mensuelle est réalisée sur l'azote total et le phosphore total .</p>

Les mesures sont effectuées, sur le rejet brut, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit.
Constats : Le programme d'autosurveillance évalué en fonction de la charge brute de pollution organique reçue par la station d'épuration n'est pas respecté conformément à l'arrêté du 30/04/2004 , à savoir les fréquences des mesures (nombre de jours par an) :- débit 365 j/an- MES 12 j/an- DBO5 4 j/an- DCO 12 j/an- azote total 12 j/an- phosphore total 12 j/an . Pour l'année 2023, une seule analyse a été réalisée .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15jours

N° 7 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires
Prescription contrôlée : En matière de traitement externe des effluents par une station d' épuration collective, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s' appliquent. Elles concernent : - les modalités de raccordement ; - les valeurs limites avant raccordement ; Ces dernières dépendent de la nature des polluants rejetés (macropolluants ou substances dangereuses) et du type de station d'épuration (urbaine, industrielle ou mixte). Article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié : Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions. Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration collective ne dépassent pas : - MES : 600 mg/l ; - DBO5 : 800 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l ; - Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ; - Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l. Toutefois, l'arrêté d'autorisation peut prescrire des valeurs limites en concentration supérieures si l'étude d'impact ou l'étude d'incidence démontre, à partir d'une argumentation de nature technique et, le cas échéant, économique, que de telles dispositions peuvent être retenues sans qu'il en résulte pour autant des garanties moindres vis-à-vis des impératifs de bon fonctionnement de la station d'épuration collective et de protection de l'environnement. Cette disposition s'applique également pour une installation raccordée à une station d'épuration industrielle (2750) ou mixte (rubrique 2752) dans le cas de rejets de micropolluants. En revanche, lorsqu'une installation est raccordée à une station d'épuration urbaine, les valeurs li-

mites d'émissions en sortie d'installation des polluants autres que les macropolluants mentionnés ci-dessus sont les mêmes que celles pour un rejet dans le milieu naturel.
Constats : Absence de résultats d'analyses suite à la remise en état de la station de pré-traitement .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre les résultats de la surveillance et renseigner l'application GIDAF des résultats de cette autosurveillance .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15jours

N° 8 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions particulières à la pollution de l'eau
Prescription contrôlée : Lorsque les seuils définis ci-dessous sont dépassés en contributions nettes, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective. Lorsque les seuils définis ci-dessous sont dépassés en contributions nettes, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective. Fréquence Seuil de flux Cuivre et composés (en Cu) Mensuelle 500 g/j Trimestrielle(2) 200 g/j Zinc et composés (en ZN) Mensuelle 500 g/j Trimestrielle(2) 200 g/j Autre substance dangereuse Mensuelle 100 g/j visée à l'annexe I paragraphe 4 Trimestrielle(2) 20g/j AM 30/04/2004 Autre substance identifiée par une étoile à l'annexe I Mensuelle 5 g/j paragraphe 4 Trimestrielle(2) 2g/j AM 30/04/2004 Ces mesures sont effectuées à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit.
Constats : Absence de résultats d'analyses de ces dispositions particulières à la pollution de l'eau .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit intégrer ces recherches à l'autosurveillance de ces effluents .
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15jours